

## **ARTICLE 1 (paragraphe 347(1))**

### **OBJET ET EFFET**

Cet article apporte des modifications de forme au paragraphe 347(1) du *Code criminel* pour tenir compte des normes de rédaction actuelles.

### **RAISONS DES MODIFICATIONS**

Les modifications tiennent compte des normes de rédaction actuelles.

## **CLAUSE 1 (Subsection 347(1))**

### **SUBJECT AND EFFECT**

This amendment makes technical amendments to subsection 347(1) of the *Criminal Code* to reflect current drafting norms.

### **REASON FOR CHANGE**

The amendments reflect current drafting norms.

## ARTICLE 1 (paragraphe 347(1))

### DISPOSITION ACTUELLE

**347.** (1) Nonobstant toute autre loi fédérale, quiconque, selon le cas :

- a) conclut une convention ou une entente pour percevoir des intérêts à un taux criminel;
- b) perçoit, même partiellement, des intérêts à un taux criminel, est coupable :
- c) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;
- d) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

### ARTICLE PROPOSÉ

**Le paragraphe 347(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :**

**347.** (1) Malgré toute autre loi fédérale, quiconque conclut une convention ou une entente pour percevoir des intérêts à un taux criminel ou perçoit, même partiellement, des intérêts à un taux criminel est coupable :

- a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

## CLAUSE 1 (Subsection 347(1))

### PRESENT SECTION

**347.** (1) Notwithstanding any Act of Parliament, every one who

(a) enters into an agreement or arrangement to receive interest at a criminal rate,  
or

(b) receives a payment or partial payment of interest at a criminal rate, is guilty of

(c) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding  
five years, or

(d) an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not  
exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not  
exceeding six months or to both.

### PROPOSED SECTION

**Subsection 347(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:**

Despite any other Act of Parliament, every one who enters into an agreement or  
arrangement to receive interest at a criminal rate, or receives a payment or  
partial payment of interest at a criminal rate, is

(a) guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not  
exceeding five years; or

(b) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not  
exceeding \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to  
both.

## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(1))**

### **OBJET ET EFFET**

Cette modification précise que le terme « intérêts » s'entend au même sens qu'au paragraphe 347(2).

Cette modification définit le terme « prêt sur salaire » pour désigner une opération par laquelle une somme d'argent est prêtée en échange d'un chèque postdaté, d'une autorisation de prélèvement automatique ou de paiement futur de même nature et à l'égard de laquelle ne sont fournis aucun cautionnement ni autre sûreté sur des biens ou autorisation pour découvert de compte; sont toutefois exclus les prêts sur gage ou sur marge, les lignes de crédit et les cartes de crédit.

### **RAISONS DES MODIFICATIONS**

La définition du terme « prêt sur salaire » ajoute de la clarté aux nouvelles dispositions, qui établissent le cadre législatif permettant d'exempter les prêteurs sur salaire autorisés et les conventions de prêt sur salaire de l'application de l'article 347 du *Code criminel*.

Le prêt sur salaire doit être défini avec un certain niveau de précision pour veiller à ce que d'autres formes de crédit ne soient pas intégrées par inadvertance dans la définition.



## **CLAUSE 2 (Subsection 347.1(1))**

### **SUBJECT AND EFFECT**

This amendment specifies that “interest” has the same meaning as in subsection 347(2).

This amendment defines “payday loan” to mean an advancement of money in exchange for a post-dated cheque, a pre-authorized debit or a future payment of a similar nature but not for any guarantee, suretyship, overdraft protection or security on property and not through a margin loan, pawnbroking, a line of credit or a credit card.

### **REASON FOR CHANGE**

The definition of payday loan provides clarity for the purposes of the new provisions, which establish the legislative framework for exempting authorized payday lenders, and the payday loan agreements, from the application of section 347 of the *Criminal Code*.

Payday loan must be defined with a certain degree of precision to ensure that other forms of credit are not inadvertently captured.

## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(1))**

### **DISPOSITION ACTUELLE**

Aucune

### **ARTICLE PROPOSÉ**

347.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (2).

« intérêts » S'entend au sens du paragraphe 347(2).

« prêt sur salaire » Opération par laquelle une somme d'argent est prêtée en échange d'un chèque postdaté, d'une autorisation de prélèvement automatique ou de paiement futur de même nature et à l'égard de laquelle ne sont fournis aucun cautionnement ni autre sûreté sur des biens ou autorisation pour découvert de compte; sont toutefois exclus les prêts sur gage ou sur marge, les lignes de crédit et les cartes de crédit.

**CLAUSE 2 (Subsection 347.1(1))**

**PRESENT SECTION**

Not applicable

**PROPOSED SECTION**

**The Act is amended by adding the following after section 347:**

**347.1 (1)** The following definitions apply in subsection (2).

“interest” has the same meaning as in subsection 347(2).

“payday loan” means an advancement of money in exchange for a post-dated cheque, a pre-authorized debit or a future payment of a similar nature but not for any guarantee, suretyship, overdraft protection or security on property and not through a margin loan, pawnbroking, a line of credit or a credit card.



## ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(2))

### OBJET ET EFFET

Cette modification prévoit que l'article 347 du *Code criminel* et l'article 2 de la *Loi sur l'intérêt* ne s'appliquent pas aux conventions de prêt sur salaire si certaines conditions préalables sont réunies :

- la somme d'argent prêtée en vertu de la convention est d'au plus 1 500 \$ et la durée de celle-ci est d'au plus soixante-deux jours (alinéa 347.1(2)a));
- le prêteur sur salaire est titulaire d'une licence ou de toute autre forme d'autorisation expresse délivrée sous le régime des lois de la province lui permettant de conclure cette convention (alinéa 347.1(2)b));
- la province est désignée en vertu du paragraphe (3) (alinéa 347.1(2)c)).

Cette modification dispose que le paragraphe 347.1(2) ne s'applique pas à une institution financière au sens des alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2 de la *Loi sur les banques*.

### RAISONS DES MODIFICATIONS

Cette modification facilite la réglementation provinciale du domaine des prêts sur salaire. Elle exempte les prêteurs sur salaire de l'application de l'article 347 du *Code criminel*, la disposition relative au taux d'intérêt criminel, dans des conditions précises. Premièrement, le prêt doit être d'au plus 1 500 \$, et la durée de celui-ci doit être d'au plus soixante-deux jours. Cette condition tient compte du fait que les prêts sur salaire sont généralement des prêts à court terme et que les montants sont peu élevés.

Deuxièmement, le prêteur sur salaire doit être titulaire d'une licence ou de toute autre forme d'autorisation expresse délivrée sous le régime des lois de la province. Cela présuppose l'existence, dans la province, de lois relatives à la protection des consommateurs et fait en sorte que les mesures de protection des consommateurs établies par la province s'appliquent à la place de l'article 347 du *Code criminel* lorsqu'une exemption est accordée.

Troisièmement, pour que l'exemption s'applique, la province doit être désignée par le gouvernement fédéral.

Les institutions financières régies par le gouvernement fédéral comme les banques, ne sont pas admissibles à une exemption aux termes de ce régime, qui s'applique à la réglementation provinciale du domaine des prêts sur salaire.

## CLAUSE 2 (Subsection 347.1(2))

### SUBJECT AND EFFECT

This amendment stipulates that section 347 of the *Criminal Code* and section 2 of the *Interest Act* will not apply to payday loan agreements if certain pre-conditions are met, namely:

- the amount of money advanced is \$1500 or less and the term of the agreement is 62 days or less (subsection 347.1(2)(a));
- the payday lender is licensed or otherwise specifically authorized under the laws of a province to enter into the agreement (subsection 347.1(2)(b)); and
- the province has been designated under subsection (3) (subsection 347.1(2)(c)).

This amendment stipulates that subsection 347.1(2) will not apply to a financial institution within the meaning of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in section 2 of the *Bank Act*.

### REASON FOR CHANGE

The amendment facilitates the provincial regulation of the payday lending industry. The amendment would exempt payday lenders from the application of section 347 of the *Criminal Code*, the criminal interest rate provision, in specified circumstances. First, the loan could not exceed \$1500.00 and the term of the loan must not exceed 62 days. This reflects the fact that payday loans are generally short-term loans for small amounts.

Second, the payday lender must be licensed or otherwise specifically authorized under the laws of the province. This presupposes the existence of applicable provincial consumer protection legislation and ensures that consumer protection measures, set by the province, will operate in the place of section 347 of the *Criminal Code* when an exemption is provided.

Third, for the exemption to apply, the province must be designated by the federal government.

Federally regulated financial institutions, such as banks, will not be eligible for an exemption under this scheme which addresses provincial regulation of the payday lending industry.

## ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(2))

### DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

### ARTICLE PROPOSÉ

(2) L'article 347 et l'article 2 de la *Loi sur l'intérêt* ne s'appliquent pas à la personne — autre qu'une institution financière au sens des alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2 de la *Loi sur les banques* — qui a conclu une convention de prêt sur salaire pour percevoir des intérêts ou qui a perçu des intérêts au titre de cette convention, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la somme d'argent prêtée en vertu de la convention est d'au plus 1 500 \$ et la durée de celle-ci est d'au plus soixante-deux jours;
- b) la personne est titulaire d'une licence ou de toute autre forme d'autorisation expresse délivrée sous le régime des lois de la province lui permettant de conclure cette convention;
- c) la province est désignée en vertu du paragraphe (3).



## CLAUSE 2 (Subsection 347.1(2))

### PRESENT SECTION

Not applicable

### PROPOSED SECTION

(2) Section 347 and section 2 of the *Interest Act* do not apply to a person, other than a financial institution within the meaning of paragraphs (a) to (d) of the definition "financial institution" in section 2 of the *Bank Act*, in respect of a payday loan agreement entered into by the person to receive interest, or in respect of interest received by that person under the agreement, if

(a) the amount of money advanced under the agreement is \$1,500 or less and the term of the agreement is 62 days or less;

(b) the person is licensed or otherwise specifically authorized under the laws of a province to enter into the agreement; and

(c) the province is designated under subsection (3).

## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(3))**

### **OBJET ET EFFET**

Cette modification établit la procédure grâce à laquelle une province est désignée par le gouvernement fédéral.

La désignation est faite, à la demande de la province, si cette dernière fait la preuve qu'elle a adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total des prêts.

### **RAISONS DES MODIFICATIONS**

La désignation d'une province par le gouvernement fédéral est nécessaire pour permettre l'exemption des prêteurs sur salaire de l'application des dispositions de l'article 347 du *Code criminel*.

L'obligation de faire la preuve de l'existence de mesures législatives qui protègent les consommateurs, notamment un plafond au coût total des prêts, fait en sorte que la province a adopté des mesures de protection des consommateurs avant qu'une exemption de l'application de l'article 347 soit accordée.

## **CLAUSE 2 (Subsection 347.1(3))**

### **SUBJECT AND EFFECT**

This amendment sets out the procedure by which a province obtains a designation from the federal government.

The designation shall be issued, upon request by a province, if the province demonstrates that it has legislative measures in place that protect recipients of payday loans and which include a limit on the total cost of borrowing.

### **REASON FOR CHANGE**

The federal designation of a province is necessary to enable the exemption of authorized payday lenders from section 347 of the *Criminal Code*.

The requirement to demonstrate the existence of applicable consumer protection legislation, including a limit on the total cost of borrowing, ensures that provincial consumer protection measures are in place prior to enabling the exemption from section 347.



## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(3))**

### **DISPOSITION ACTUELLE**

Aucune

### **ARTICLE PROPOSÉ**

(3) Le gouverneur en conseil, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de toute province, désigne par décret cette dernière pour l'application du présent article, à condition que celle-ci ait adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total des prêts.

**CLAUSE 2 (Subsection 347.1(3))**

**PRESENT SECTION**

Not applicable

**PROPOSED SECTION**

(3) The Governor in Council shall, by order and at the request of the lieutenant governor in council of a province, designate the province for the purposes of this section if the province has legislative measures that protect recipients of payday loans and that provide for limits on the total cost of borrowing under the agreements.

## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(4))**

### **OBJET ET EFFET**

Cette modification permet de révoquer la désignation d'une province, pour l'application de cet article, dans deux situations : 1) à la demande de la province désignée ou 2) lorsque les conditions préalables sur lesquelles était fondée la désignation ne sont plus en vigueur.

### **RAISONS DES MODIFICATIONS**

Cette disposition fait en sorte que l'article 347 du *Code criminel* s'applique de nouveau aux conventions de prêt sur salaire qui auraient pu être exemptées auparavant parce que la désignation de la province constitue une condition préalable à l'exemption de l'application de l'article 347 du *Code criminel*.

## **CLAUSE 2 (Subsection 347.1(4))**

### **SUBJECT AND EFFECT**

This amendment enables the revocation of a provincial designation, for the purposes of this section, in two situations: (1) upon request by the province where the designation exists; or (2) when the pre-conditions that formed the basis for the designation are no longer in force.

### **REASON FOR CHANGE**

This ensures that section 347 of the *Criminal Code* will resume application to payday loan agreements that previously could have been exempt because a provincial designation is a pre-condition for an exemption from section 347 of the *Criminal Code*.

## **ARTICLE 2 (paragraphe 347.1(4))**

### **DISPOSITION ACTUELLE**

Aucune

### **ARTICLE PROPOSÉ**

(4) Le gouverneur en conseil révoque par décret la désignation faite en vertu du paragraphe (3) à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de la province en cause ou lorsque les mesures législatives visées à ce paragraphe ne sont plus en vigueur.

**CLAUSE 2 (Subsection 347.1(4))**

**PRESENT SECTION**

Not applicable

**PROPOSED SECTION**

(4) The Governor in Council shall, by order, revoke the designation made under subsection (3) if requested to do so by the lieutenant governor in council of the province or if the legislative measures described in that subsection are no longer in force in that province.



## TABLE OF CONTENTS

### CRIMINAL CODE

CLAUSE	PROPOSED SECTION	TAB	DESCRIPTION
1		1	Modernizes statutory language of criminal interest rate provision
2	347.1(1)	2	Defines payday loan
2	347.1(2)	3	Specifies pre-conditions for when payday loan agreements will be exempted from criminal interest rate provision
2	347.1(3)	4	Process for granting provincial designation
2	347.1(4)	5	Process for revoking provincial designation

## TABLE DES MATIÈRES

### CODE CRIMINEL

ARTICLE DU PROJET DE LOI	ARTICLE PROPOSÉ	ONGLET	DESCRIPTION
1		1	Modernisation du libellé de la loi concernant la disposition sur le taux d'intérêt criminel
2	347.1(1)	2	Définition de prêt sur salaire
2	347.1(2)	3	Précisions sur les conditions préalables à l'exemption de prêt sur salaire de la disposition sur le taux d'intérêt criminel
2	347.1(3)	4	Processus de désignation d'une province
2	347.1(4)	5	Processus de révocation de la désignation d'une province